

Accompagnement à l'exploitation d'un annuaire d'authentification

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Consultation n°

M2025-25_URB_REF_ANN-14

Date de publication : le 20/10/2025










Date et heure limites de remise des offres : 18/11/2025 à 12h00

SOMMAIRE





Table des matières

1	DÉFINITIONS	4
2	OBJET DU CONTRAT	4
2.1.	Description des prestations.....	4
2.2.	Intervenants.....	5
3	STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT	6
4	DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION.....	6
5	PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	7
5.1.	Prix du contrat	7
5.2.	Conditions de paiement.....	9
6	RÉALISATION DES PRESTATIONS.....	12
6.1.	Conditions de réalisation des prestations.....	12
6.2.	Vérification des prestations	12
6.3.	Développement durable.....	13
6.4.	Autres stipulations.....	13
7	OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	14
7.1.	Obligations courantes du Titulaire.....	14
7.2.	Obligations liées à la sécurité	17
8	LITIGE ET SANCTIONS	18
8.1.	Pénalités.....	18
	Pénalité pour manquement aux Principes d'égalité des usagers, de laïcité et de neutralité	19
8.2.	Autres stipulations.....	20
9	FIN DU CONTRAT	22

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	Accompagnement à l'exploitation d'un annuaire d'authentification
	Acheteur	Inéa Sant& Numérique Hauts-de-France
	Type de contrat	Accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum mono-attributaire de services
	Structure	Lot unique
	Lieu d'exécution	Les lieux d'exécution du Contrat sont situés en Région Hauts-de-France. Des exceptions sont possibles, sur validation d'Inéa Sant& Numérique Hauts-de-France.
	Durée	12 mois – Renouvelable 3 fois 12 mois
	Développement durable	Clause environnementale
	Variation des prix	Révisables (référence)
	Nature des prix	Prix unitaires

1 DÉFINITIONS

 Contrat	Le contrat est un accord-cadre passé en Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG Techniques de l'information et de la communication (TIC) du 30 mars 2021 . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives de l'accord-cadre.
 Acheteur	L' Acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
 Titulaire	Le Titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'Acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le Titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au Titulaire et rémunérées par l'Acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

2 OBJET DU CONTRAT

2.1. Description des prestations

■ Objet de la prestation

Le présent contrat porte sur l'Accompagnement à l'exploitation d'un annuaire d'authentification. Inéa - Sant& Numérique a en charge l'exploitation de l'outil Keycloak et souhaite bénéficier d'un accompagnement à l'installation et les mises à jour de l'outil, d'une expertise technique ainsi que des conseils du Titulaire pour l'appuyer dans cette tâche.

Il sera également demandé au Titulaire de répondre à des besoins de développements de nouvelles fonctionnalités ou de plugins liés à l'outil, notamment pour répondre à de nouvelles contraintes techniques réglementaires, ou étendre les fonctionnalités natives de l'outil.

Enfin, bien que non identifiées pour le moment, certaines contraintes organisationnelles propres à Inéa Sant& Numérique pourraient l'amener à déléguer l'infogérance de l'outil au Titulaire.

Le descriptif des prestations attendues figure dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

■ Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1. Ordre de Priorité du CCAG-TIC, le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes financières éventuelles ;

- Le Bordereau des Prix (BPU) ;
- Le détail quantitatif estimatif (DQE) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles ;
- Le CCAG Techniques de l'information et de la communication (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- l'offre technique du Titulaire et ses annexes éventuelles ;

Les exemplaires de ces documents contractuels, conservés dans les archives d'Inéa Sant& Numérique Hauts-de-France Groupement d'intérêt Public, font seul foi.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du présent Contrat, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le Titulaire du Contrat ne peut s'intégrer au présent Contrat. Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

2.2. Intervenants

Les prestations sont réalisées pour l'Acheteur **Inéa Sant& Numérique Hauts-de-France**, représenté par Mr Pierre BOIRON, Directeur Général.

Adresse et coordonnées :

Administration Générale
Inéa Sant& Numérique Hdf
45 rue André Grillon
80 000 AMIENS
Téléphone : 03 22 80 31 60
Courriel : marchespublics@esante-hdf.fr
Site internet : <https://esante-hdf.fr>

■ Représentation des parties

Dès la notification du contrat, l'Acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du Titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'Acheteur en cours d'exécution.

Le Titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le Titulaire en avise sans délai l'Acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le Titulaire.

3 STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

■ Nature de la prestation

Les prestations relèvent d'un contrat de **services**.

■ Décomposition de la prestation et forme du contrat

Les prestations du contrat ne font l'objet d'aucune décomposition.

La forme retenue pour l'exécution du contrat est mono-attributaire **à bons de commande sans minimum et avec maximum** - montant maximum 356 400 € HT en application des articles R2162-2, R2162-4 2° et R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique.

■ Présentation des bons de commande

Les prestations à réaliser sont définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comportent :

- La référence du Contrat,
- nom et adresse du Titulaire,
- numéro et date du bon de commande,
- lieu de réalisation des prestations,
- la raison sociale et les coordonnées postales du destinataire,
- adresse de facturation si elle diffère de celle prévue au contrat,
- désignation et quantités des prestations à réaliser,
- délais maxima de réalisation des prestations,
- montant total hors taxes de la commande correspondant au prix du Contrat,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

4 DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

■ Durée globale du contrat

Le Contrat prend effet à la date de notification à son Titulaire. Il est conclu pour une durée initiale de 12 mois à compter de sa date de notification.

Si dans un délai de deux mois précédant la date d'expiration de l'Accord-Cadre, celui-ci n'est pas dénoncé par Inéa S&N-HdF par lettre recommandée avec accusé de réception, il se poursuivra par tacite reconduction pour une durée d'un an à chaque date d'anniversaire sans que la durée totale de l'Accord-Cadre ne puisse excéder 4 ans. Le Titulaire ne peut refuser la reconduction.

Si le contrat n'est pas reconduit, les dispositions prévues concernant la réversibilité seront alors mises en œuvre (CCTP)

■ **Délai des bons de commande**

Le délai d'exécution des prestations est fixé pour chaque bon de commande. Il tient compte de la nature et de la quantité des prestations à réaliser.

Le délai court à compter de la date prescrite par le bon de commande ou, à défaut, à compter de la réception du bon de commande par le Titulaire.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du Contrat. Leur durée d'exécution des bons de commande au-delà de la fin de la durée du Contrat ne pourra excéder 6 mois.

En cas d'impossibilité pour le Titulaire de respecter les délais d'exécution prévus dans un bon de commande (événement fortuit, cas de force majeure...), l'Acheteur peut accepter de prolonger le délai d'exécution dans les conditions prévues à l'article 13.3 du CCAG-TIC.

5 **PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

5.1. **Prix du contrat**

■ **Nature des prix**

Les prix figurant au Contrat sont détaillés dans le bordereau de prix annexé à l'acte d'engagement et constituent un engagement de tarification unitaire maximal pour toutes les prestations demandées sur le fondement du bon de commande.

■ **Variation des prix**

Les prix du Contrat (prix plafonds) sont fermes pour la première année du contrat. Ils sont révisibles pour les deuxièmes, troisièmes et quatrièmes années du contrat, à chaque date anniversaire de la notification du contrat.

Les prix du Contrat devront être actualisés en tenant compte :

- du retour d'expérience du Titulaire ;
- de l'évolution technologique ;
- de l'évolution des normes et réglementations ;
- de la mise à jour du catalogue de services ;
- et enfin, de la montée en puissance de l'usage en Hauts-De-France.

Le prix sera réactualisé à chaque date anniversaire du contrat selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times S1/S0$$

dans laquelle :

P = prix actualisé

P₀ = prix initial

S1 = dernier indice Syntec publié à la date de révision

S0 = indice Syntec publié à la date de signature du contrat

Dans le cas où l'augmentation, suite au calcul de la révision annuelle, serait supérieure à 3 %, elle

sera plafonnée à cette valeur pour l'année correspondante (clause butoir).

■ **Contenu des prix du Contrat**

Le Contrat en lui-même ne donne pas lieu à rémunération. Les prestations effectuées sont en effet réglées sur le fondement des bons de commande.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents à la réalisation des prestations (y inclus les frais de déplacement) conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-TIC. Le Titulaire doit garantir que ses prix n'excèdent pas ceux qu'il applique à l'ensemble de sa clientèle.

■ **Contenu des prix des Bons de commande**

Les prix pratiqués dans le cadre des bons de commande ne peuvent en aucun cas dépasser les prix unitaires maximum indiqués dans le bordereau de prix du Contrat.

■ **Frais de coordination**

En cas de groupement conjoint, la rémunération du mandataire pour sa mission de coordination est incluse dans le prix de ses prestations.

En cas de sous-traitance, les prix du contrat couvrent sans surcoût les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

■ **TVA**

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

■ **Maintenance (UO 3 et 4)**

Le coût de maintenance de la Solution dans son périmètre initial est indiqué dans le BPU (UO 3). Dans le cadre des développements spécifiques qui pourront être commandés via l'UO 4, le coût de maintenance de la Solution pourra évoluer.

Chaque développement spécifique fera l'objet d'un devis qui mentionnera obligatoirement l'existence ou non d'une maintenance et son montant le cas échéant. L'évolution du coût de la maintenance devra être chiffrée par le Titulaire au moment de la commande des développements spécifiques sans pouvoir dépasser 15% du montant total du développement spécifique. L'évolution du coût de maintenance sera intégrée au coût de l'UO 4 selon le même échéancier après la VSR des développements spécifiques.

Le Titulaire devra prendre à sa charge toute maintenance réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

-
- **Garantie des développements**

Les développements réalisés par le Titulaire doivent faire l'objet d'une garantie d'une durée de six mois, à compter de la réception formelle des livrables (VSR) par l'Acheteur.

Pendant cette période de garantie, le Titulaire s'engage à :

Corriger tout dysfonctionnement signalé par l'Acheteur, sans coût supplémentaire.

Garantir la conformité continue des livrables aux spécifications définies dans l'expression de besoins validée.

A l'issue de cette période de garantie, les livrables entreront, le cas échéant, dans un régime de maintenance corrective, commandé selon les modalités prévues au présent marché.

Les corrections d'anomalies techniques imputables à une erreur de développement ne sont pas facturables, même au-delà de la période de garantie.

5.2. Conditions de paiement

- **Avance**

En application des articles R. 2191-3 et suivants du code de la commande publique, des avances pourront être versées au Titulaire.

- **Acompte**

En application des articles R. 2191-20 à R. 2191-22 du code de la commande publique, des acomptes proportionnels au travail réalisé peuvent être versés pour des missions dont la durée est supérieure à un mois. Les modalités de ces acomptes (% du montant global du contrat et dates de versement) sont déterminées par l'Acheteur dans le Bordereau des prix (BPU).

- **Echéancier de paiement**

La facturation des UO3 et UO15 se fera (cf. BPU) annuellement à terme échoir.

La facturation des UO6 à UO11 relatifs à la formation se fera à réception de la facture à la validation des livrables.

Les UO12 à UO14 relatifs au développement se feront :

- 30% à la commande
- 70% à la livraison

La facturation des UO1 et UO2, UO4 à UO5, UO 16 et UO17 se fera à réception de la facture à la validation des livrables.

La facturation de l'UO4 se fera à réception de la facture après réception et validation des livrables.

- **Paiement des membres du groupement**

En application de l'article 12.1 du CCAG, en cas de groupement, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet la répartition des

paiements pour chacun des cotraitants, sur la base de l'état de répartition du montant du contrat par cotraitant fixé dans son offre.

■ **Paiement direct du sous-traitant**

Dans l'hypothèse d'une rémunération directe du sous-traitant, le sous-traitant adresse au Titulaire du contrat les factures originales correspondant aux prestations réalisées dans le cadre du contrat, une demande de paiement libellée au nom du **de l'Acheteur** et tout autre document jugé utile.

Dans un second temps, le sous-traitant adresse à l'Acheteur l'ensemble des documents qu'il a envoyé au Titulaire du contrat, ainsi que la preuve de l'envoi au Titulaire de ces documents. Dès réception, il appartient à l'Acheteur de transmettre au Titulaire du contrat une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le Titulaire dispose alors d'un délai de 15 jours, à compter de la réception desdites copies, pour donner son accord ou notifier son refus motivé au sous-traitant et à l'Acheteur. En l'absence de refus du Titulaire, l'Acheteur procède ensuite au paiement du sous-traitant, dans le respect du délai global de paiement.

■ **Présentation des demandes de paiement**

Les factures sont établies après admission des prestations par l'Acheteur en un original. Ce document comporte obligatoirement les éléments suivants :

- Le nom et adresse du Titulaire ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- Les références du Contrat ;
- La date d'émission de la facture ;
- Les numéros et dates de la commande ;
- Les références, désignations des fournitures, et quantités ;
- Les prix unitaires HT ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant total TTC ;
- Les mentions obligatoires au regard de la législation économique et fiscale (SIRET, statut du Titulaire).

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

Le non-respect de ces dispositions entraînera :

- Le retour pur et simple de la facture à son expéditeur, avec demande de réémission sous un nouveau numéro et une nouvelle date et,
- La suspension du délai de paiement, dans les conditions des articles R. 2192-27 et suivants du Code de la commande publique.
- Une pénalité pour non-conformité, inexactitude et/ou retard d'émission de facture pourra être appliquée.

■ **Délai de paiement**

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement (ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement).

Les règlements interviendront par virement sur le compte du Titulaire.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires peuvent être versés au Titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J / 365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

- IM : montant des intérêts moratoires
- M : montant TTC de la demande de paiement
- Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points
- J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement
- F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

■ **Réclamation**

Le Titulaire tient à la disposition de l'Acheteur, pendant les douze (12) mois qui suivent la date d'établissement de la facture tous les éléments d'information sur les prestations facturées.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, il est fait application de l'article 10 du CCAG-TIC.

■ **Clause fiscale**

L'Acheteur déclare être exclusivement résident fiscal de France et ne disposer d'aucun établissement stable dans les TOM ou à l'étranger au profit duquel la prestation sera rendue.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il mentionne, sur ses factures, le numéro d'identification fiscal lui ayant été communiqué par l'Administration fiscale.

6 RÉALISATION DES PRESTATIONS

6.1. Conditions de réalisation des prestations

■ Principes généraux

Les parties s'engagent à collaborer au mieux de leurs possibilités afin de permettre la bonne exécution de leurs obligations.

Les prestations devront être de première qualité. Elles devront être conformes aux stipulations du Contrat (C.C.T.P) ainsi qu'aux normes françaises homologuées ou spécifications techniques établies par les groupes permanents d'études de contrats.

■ Langue et droit applicables

Les correspondances et documents relatifs au contrat sont obligatoirement rédigés en français.

Le présent contrat est régi par le droit français. Tous les actes afférents au présent contrat ainsi que les litiges qui pourraient naître de son exécution relèvent de la compétence du juge français.

En cas de manquement à ces exigences linguistiques, l'Acheteur se réserve la possibilité de faire traduire les documents concernés, aux frais du Titulaire, par un traducteur certifié.

■ Documentation

Chaque livraison est accompagnée de la documentation technique nécessaire à la mise en fonction de la fourniture livrée, rédigée en langue française. La documentation est incluse dans le prix du contrat. Cette documentation détaille notamment : les prérequis techniques, la notice d'installation, les spécifications techniques, la documentation fonctionnelle, d'exploitation et de maintenance.

■ Formation

Le Titulaire assure la formation du personnel chargé d'entretenir et d'utiliser le produit ou le matériel objet du présent contrat. Le Titulaire met à disposition un formateur qualifié, au tarif journalier indiqué dans l'acte d'engagement.

6.2. Vérification des prestations

■ Niveau d'obligation prévu au contrat

Le Titulaire est soumis à une obligation générale de moyens. Celle-ci s'impose au Titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens humains et matériels requis, notamment ceux écrits dans son offre, pour réaliser les prestations prévues au contrat ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

■ Opérations de vérification

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées lors de l'exécution de la prestation dans les conditions prévues au CCAG-TIC.

■ **Transfert de propriété**

Conformément à l'article 35 du CCAG-TIC, l'admission des fournitures ou des matériels acquis par l'Acheteur entraîne le transfert de leur propriété.

Le transfert de propriété des prestations soumises au droit de la propriété intellectuelle est effectué, le cas échéant, en application de l'article 46.1.2.

■ **Garantie**

Le logiciel étant un logiciel libre, il est utilisé en l'état. Le titulaire n'est pas responsable des dommages qui pourraient être causés par l'utilisation du logiciel libre dont il n'est pas l'éditeur.

6.3.Développement durable

■ **Clause environnementale**

Le contrat prévoit des obligations en matière de protection de l'environnement en tant que conditions d'exécution des prestations. Ces obligations sont les suivantes :

- limiter autant que faire se peut les déplacements générés par la conduite des études, notamment en permettant le travail à distance, dans les limites que lui imposeront ses obligations contractuelles,
- limiter les impressions de documents à celles qui sont strictement nécessaires,
- recourir, autant que faire se peut, à la dématérialisation afin de limiter les impressions de documents, dans les limites des obligations contractuelles.

Le Titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ces obligations environnementales.

6.4. Autres stipulations

■ **Clause de réexamen et modifications du contrat**

L'Acheteur peut prescrire des **prestations supplémentaires ou modificatives par ordre de service** après consultation au Titulaire. Le cas échéant des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

■ **Cession du Contrat**

La cession du Contrat par le Titulaire ne peut intervenir que dans les conditions des articles R. 2194-6 et suivants du Code de la commande publique, étant précisé qu'elle est conditionnée à la conclusion d'un avenant librement conclu à cet effet par l'Acheteur, avec le Titulaire et le cessionnaire, notamment au regard des considérations suivantes :

- La cession n'emporte aucune autre modification substantielle que le changement de Titulaire ;
- Le cessionnaire satisfait aux conditions qui ont été fixées pour l'attribution du Contrat ;
- La cession n'a pas pour objet de soustraire le Contrat aux obligations de publicité et de mise en concurrence.

En tout état de cause, la cession ne peut qu'être globale, en ce qu'elle concerne le Contrat, ainsi que la totalité des droits et obligations consentis et conclus sur son fondement. Le cessionnaire doit

présenter des garanties techniques, professionnelles et financières au moins équivalentes à celles du Titulaire.

■ **Prestations similaires**

L'Acheteur se réserve la possibilité de faire réaliser des prestations similaires par le Titulaire du présent Contrat conformément à l'article R. 2122-7 code de la commande publique.

■ **Dématérialisation du suivi**

L'Acheteur notifie au Titulaire l'acte d'engagement et le ou les avenants, par voie électronique, via son profil Acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de dépôt du document.

7 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

7.1. Obligations courantes du Titulaire

■ **Assurances**

Le Titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'Acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations. Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est Titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'Acheteur.

■ **Devoir d'information et de conseil**

Le Titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'Acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le Titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'Acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le Titulaire est tenu de notifier à l'Acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité,
- A sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- À la répartition de son capital social ;
- Aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent ;
- Aux groupements auxquels il participe, lorsque ces groupements intéressent l'exécution du Contrat ;
- Et de façon générale, toute modification importante affectant le fonctionnement de l'entreprise Titulaire.

- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Conformément à l'article 3.9 du CCAG TIC, le Titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde relative aux prestations fournies à l'Acheteur. Le Titulaire communique notamment à l'Acheteur toute information permettant d'améliorer le niveau de sécurité du système d'information et signale les difficultés et risques que certains choix peuvent entraîner dès lors que cette information relève des prestations objet du contrat. Dans l'hypothèse où le Titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne peut se prévaloir d'une incohérence dans le contrat pour s'exonérer de sa responsabilité.

■ **Responsabilité**

Le Titulaire, personnellement responsable de tout manquement à ses obligations contractuelles par lui même ou du fait de ses préposés et sous-traitants, indemnise intégralement tout dommage qui en

résulterait, dans les conditions de l'article 1231-3 du Code civil.

Le paiement d'une pénalité pour défaut contractuel de performance ne libère pas le Titulaire ou ses sous-traitants de leur responsabilité éventuelle et ne s'applique pas aux limites de responsabilité définies au présent article

■ **Indépendance du Titulaire**

Le Titulaire exerce son activité en toute indépendance :

- Il est personnellement responsable de l'encadrement et de la rémunération du personnel qu'il affecte ainsi que du paiement des charges sociales y afférent ;
- Il conserve l'entière responsabilité de son personnel lors des déplacements effectués par celui-ci pour l'exécution des Prestations ;
- Le personnel affecté à l'exécution des Prestations reste subordonné au Titulaire auprès duquel il reçoit ses instructions.

Le personnel affecté à la réalisation des Prestations reste, en tout état de cause, l'employé du Titulaire et est placé à ce titre sous l'autorité hiérarchique et disciplinaire du Titulaire.

Toute observation de l'Acheteur concernant le comportement d'un membre du personnel du Titulaire au sein de ses locaux est communiquée par écrit au Titulaire. Toutefois, en cas de manquement grave, l'Acheteur se réserve le droit de récuser, par document motivé donnant date certaine, tout membre de l'équipe du Titulaire qui ne respecterait pas les règles édictées

par l'Acheteur pour la bonne exécution des Prestations. Le Titulaire doit procéder au remplacement du membre de son personnel récusé en proposant un remplaçant de niveau et de compétences équivalentes dans les quinze (15) jours calendaires suivant la réception de la demande de récusation. Les coûts de remplacement sont à la charge exclusive du Titulaire.

Le cas échéant, le personnel du Titulaire amené à exécuter des Prestations dans les locaux de l'Acheteur se conforme au règlement intérieur et aux règles d'hygiène et de sécurité dans lesdits locaux. Il est cependant précisé que le personnel du Titulaire n'est en aucun cas autorisé à s'immiscer, de quelque manière que ce soit, dans la vie sociale de l'Acheteur.

■ **Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption**

Durant l'exécution du contrat le Titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'Acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le Titulaire s'engage à avertir l'Acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le Titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'Acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le Titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'Acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'Acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

■ **Réparation des dommages**

Les dommages de toute natures causés au personnel ou aux biens par le Titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du Titulaire.

Les dommages de toute natures causés au personnel ou aux biens du Titulaire par l'Acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'Acheteur.

■ **Sous-traitance**

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'Acheteur.

Le Titulaire remet à l'Acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le Titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le Titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

■ **Respect de la législation du travail**

Le Titulaire doit être en mesure d'attester ou de justifier que le Contrat est exécuté dans le strict respect des dispositions nationales et des conventions internationales relatives au droit du travail, notamment en ce qui concerne le travail des enfants.

Le Titulaire remet à Inéa Sant& Numérique Hauts-de-France, tous les six mois à compter de son démarrage et jusqu'à la fin de l'exécution du contrat, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail

7.2. Obligations liées à la sécurité

■ **Confidentialité et protection des données personnelles**

Le Titulaire et l'Acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les dispositions relatives à la confidentialité font l'objet d'une annexe intitulé Annexe 1 - Accord de confidentialité.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

■ **Respect des règles relatives à la protection des données personnelles**

Applicable depuis le 25 mai 2018, le règlement européen consacre une logique de responsabilisation de tous les acteurs impliqués dans le traitement des données personnelles, dès lors qu'elles concernent des résidents européens, que ces acteurs soient ou non établis au sein de l'UE. Il impose des obligations spécifiques aux sous-traitants qui doivent notamment aider les responsables de traitement dans leur démarche permanente de mise en conformité de leurs traitements. C'est pourquoi Inéa Sant& Numérique Hauts-de-France inclut en annexe au CCAP (Annexe 3 – Dispositions RGPD GRADeS RT), les clauses de conformité au RGPD afin de définir clairement la responsabilité de la société qui sera Titulaire de du Contrat. Cette annexe devra être complétée et remise dans l'offre du candidat.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications nécessaires pour se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'Acheteur.

8 LITIGE ET SANCTIONS

8.1. Pénalités

Les pénalités de retard et d'indisponibilité sont traitées conformément à l'article 14 du CCAG-TIC, sous réserve toutefois des dérogations suivantes, apportées aux articles 14.1.1 et 14.2.6 du CCAG – TIC :

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité pour retard	<p>Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.</p> <p>Cette pénalité subit, par jour calendaire de retard dans l'achèvement des prestations, est appliquée sur le montant global du bon de commande de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none">- 50 euros HT pour les commandes inférieures à 5 000 euros HT,- 100 euros HT pour les commandes supérieures ou égales à 5 000 euros HT.
Pénalités pour indisponibilité dans le cadre de l'infogérance	<p>Sauf cas de force majeure, lorsque la durée d'indisponibilité observée dépasse les seuils critiques définis dans le CCTP, la pénalité suivante s'applique :</p> $P = (V \times R) / 30$ <p>dans laquelle :</p> <ul style="list-style-type: none">- P = le montant de la pénalité ;- V = la valeur de la rémunération mensuelle versée au titre de l'usage du service pour le mois concerné ;- R = le nombre d'heures d'indisponibilité, borné à 30. <p>Cette pénalité n'est applicable que pour les UOs 15 et 16 relatives à l'Infogérance.</p>
Pénalités pour retard d'émission de devis	<p>Sauf cas de force majeure, les devis devront être émis par le Titulaire dans un délai maximum de 4 semaines à partir de la date de sollicitation.</p> <p>Dans le cas contraire, une pénalité de 50€ par semaine sera appliquée au Titulaire sur une période ne pouvant excéder 2 mois. Au-delà de ce délai, l'article relatif à l'exécution aux frais et risques pourra être appliqué</p>
Pénalité pour non-conformité, inexactitude et/ou	<p>Toute non-conformité, inexactitude et/ ou retard d'émission de facture constatée donne lieu à l'application d'une pénalité de 15 € par facture émise. Toutefois, le montant total des pénalités dues au titre de chaque</p>

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
retard d'émission de facture	facture ou document ne peut excéder le quart du montant qui y est ou aurait dû y être mentionné.
Pénalité pour non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel	Application d'une pénalité égale à 0,5 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur.
Pénalité non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel	Application d'une pénalité égale à 2 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur. En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.
Pénalité pour travail dissimulé	<p>Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues en application des articles L.8222-6, L.8221-3 à -5, L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du Travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, l'Acheteur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC du marché.</p> <p>Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.</p> <p>Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, la pénalité contractuelle sera appliquée et ou le contrat rompu sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.</p>
Pénalité pour non-respect du RGPD – Protection des données personnelles	Le titulaire encourt une pénalité par jour de retard d'un montant de 100 € jusqu'à cessation du non-respect. Dans le cas d'une sanction infligée par la CNIL à l'Acheteur, ce dernier répercutera sur le titulaire, la totalité ou une partie des pénalités appliquées par l'autorité de contrôle, à concurrence de sa part de responsabilité.
Pénalité pour manquement aux Principes d'égalité des usagers, de laïcité et de neutralité	En cas de manquement constaté du titulaire ou de l'un de ses intervenants, et après mise en demeure de régularisation restée infructueuse à l'issue d'un délai de 7 jours calendaires, l'Acheteur pourra appliquer une pénalité forfaitaire de 50 euros par manquement constaté.

8.2. Autres stipulations

■ Récusation d'intervenants par l'Acheteur

Pendant toute la durée d'exécution des prestations afférentes au Contrat, l'Acheteur se réserve le droit de récuser ceux des personnels du Titulaire ou de ses sous-traitants qui s'avèreraient inadaptés à l'exécution de telle ou telle de ces prestations.

En cas de faute de service, l'Acheteur peut exiger le départ immédiat de l'intervenant concerné. Le Titulaire doit procéder au remplacement des personnels récusés, sous réserve de l'agrément de l'Acheteur qui devra se prononcer dans les 15 jours. Il ne peut prétendre ni à prolongation du délai d'exécution ni à indemnisation.

■ Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire

Les dispositions de l'article 54 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'Acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du Titulaire. Cette décision est notifiée au Titulaire par l'Acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au Titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du Titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

■ Règlement des différends

Tout différend entre le Titulaire et l'Acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'Acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

■ Résiliation pour faute

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le Titulaire, l'Acheteur peut résilier le contrat aux torts du Titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 50.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du Titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'Acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du Titulaire.

■ Résiliation

La personne publique peut résilier le Contrat ou les Bons de commandes dans les conditions prévues aux articles 47 à 54 du CCAG TIC.

Par dérogation à l'article 51 du CCAG, la résiliation pour motif d'intérêt Général n'ouvre droit à aucune indemnisation du Titulaire.

Le Contrat est également résiliable après mise en demeure, sans que le Titulaire puisse prétendre à une indemnité, si le Titulaire ou un des sous-traitants manque à ses engagements notamment au travers de la qualité des prestations réalisées, de la remise en cause des éléments contractuels (méthodologie...), ou du non-respect des cahiers des charges (organisation du Titulaire, continuité du Titulaire, continuité de service...).

L'Acheteur devra faire connaître son intention au Titulaire en motivant sa décision par Lettre recommandée avec accusé de réception (LRAR). Le Titulaire disposera d'un délai de 15 jours pour présenter ses observations à l'Acheteur. Au vu de celles-ci, l'Acheteur prend sa décision et la notifie au Titulaire.

Toutefois, par dérogation à l'article 47 du CCAG-TIC, la personne publique se réserve la possibilité de prononcer une résiliation immédiate en cas d'absence de réponse du Titulaire.

La résiliation aux torts d Titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité et Titulaire peut être pourvu par l'Acheteur à l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire.

■ **Résiliation ou modification des Bons de commande**

Toute modification ou résiliation d'un bon de commande devra se faire par le biais d'une lettre recommandée avec accusé de réception (LRAR).

Il devra y être indiqué les motifs de la résiliation ainsi que la date à laquelle la commande sera résilié.

La résiliation de tout ou partie du bon de commande ouvre droit au profit du Titulaire à une indemnité selon le délai de prévenance :

- Dans un délai de sept (7) jours ouvrés à compter de la notification du Bon de Commande, le Bénéficiaire peut résilier le Bon de Commande sans indemnités.
- Au-delà du délai de sept (7) jours ouvrés, le Titulaire a droit au paiement de l'intégralité des Prestations effectivement réalisées avant la date de prise d'effet de la résiliation, sur présentation de justificatifs.

■ **Force majeure**

La responsabilité des Parties ne sera pas engagée en cas d'inexécution de leurs obligations ou de retard dans leur exécution si cela résulte d'un cas de force majeure ou fortuit au sens de la jurisprudence.

■ **Tribunal compétent**

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Administratif d'Amiens
14. rue Lemerchier - CS 81114
80011 Amiens Cedex 01
Téléphone : 03 22 33 61 70
Courriel : greffe.ta-amiens@juradm.fr

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

9 FIN DU CONTRAT

■ Destruction des données

Conformément aux dispositions de l'article 37 du CCAG TIC, à la fin du contrat le Titulaire restitue sans délai à l'Acheteur une copie de l'intégralité des données confiées par lui dans le cadre de la prestation. Une fois la restitution effectuée et après confirmation de l'Acheteur, le Titulaire détruit dans un délai de 3 mois les éventuelles copies de données détenues dans son système d'information. Cette destruction fait l'objet d'un procès-verbal transmis à l'Acheteur.

■ Réversibilité

Le contrat inclut une prestation de réversibilité telle que définie dans l'article 3.6 du CCTP.

■ Propriété intellectuelle et Utilisation des résultats

Le Titulaire du contrat cède, à titre non exclusif, à l'Acheteur et aux tiers désignés dans le contrat la licence du ou des logiciels standards, les développements spécifiques et la documentation y afférent pour les besoins découlant de l'objet du contrat. Le Titulaire cède à titre non exclusif les droits d'exploitation des Résultats. L'Acheteur peut dès lors les exploiter et les rétrocéder à des tiers, pour les seuls modes d'exploitation prévus au CCTP. Cette cession a lieu pour le monde entier et pour la durée légale des droits d'auteur. Les dispositions de l'article 46.1.2 CCAG-TIC s'appliquent

Il faut entendre par Résultats tous les livrables attendus au CCTP, et notamment :

- Les bases de données
- Le(s) manuel(s) utilisateurs
- Les exécutables issus de commandes de développements et leur code source
- L'aide en ligne
- Les dossiers d'études techniques
- Les dossiers de spécifications
- Les dossiers de paramétrage
- Les dossiers d'exploitation
- Les dossiers de maintenance

Les Résultats pourront être exploités sur tout type de support à des fins de communication et de Formation, conformément aux besoins décrits au CCTP.

Liste des dérogations au CCAG Techniques de l'information et de la communication

La rubrique *Pièces contractuelles* de l'article 2 du contrat déroge à l'article 4.1 du CCAG-TIC

La rubrique *Variation des prix* de l'article 5.1 du contrat déroge à l'article 10.2.4 du CCAG pour la date d'établissement des prix

La rubrique *Pénalités* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.1 et 14.2.6 du CCAG-TIC

La rubrique *Résiliation* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 47 et 51 du CCAG-TIC

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG, toute éventuelle dérogation mentionnée dans le présent document mais non rappelée dans la liste récapitulative qui précède s'applique néanmoins.

Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)

[CCAG Techniques de l'information et de la communication \(TIC\) du 30 mars 2021](#)